

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 147 (2002)
Heft: 11

Artikel: Le renseignement : la première ligne de défense
Autor: Regli, Peter
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-346324>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 08.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le renseignement: la première ligne de défense

En ce qui concerne la politique de la sécurité, l'«*annus horribilis*» 2001, dans le monde entier, a ouvert les yeux de nombreuses personnes. Les événements tragiques qui ont répandu, partout dans le monde, destruction, deuil, colère, désespoir et peur sont aujourd'hui encore imprimés profondément dans nos mémoires. Les images, qui ont été immédiatement diffusées, ont laissé une impression spécialement durable chez les jeunes comme chez les moins jeunes.

■ Div Peter Regli¹

Après le 11 septembre 2001, de nombreux politiciens et dirigeants ont dû constater que l'Etat démocratique se trouve devant de nouveaux défis, que l'on doit s'y habituer le plus rapidement possible et prendre des mesures efficaces. Le «*management by Kopfanschlagen*» a montré son efficacité dans la majorité des pays européens.

La menace asymétrique

Ces années passées, des événements se sont produits que, jamais – même avec la plus audacieuse «*pensée de l'impensable*» – on n'aurait pu imaginer, des situations face auxquelles aucun Etat ne s'était activement préparé. Les attentats tragiques de 2001, en particulier, ont démontré que l'apparition combinée et conjointe du fanatisme religieux, de la criminalité organisée (plus particulièrement celle liée au trafic de drogues, d'êtres humains, d'armes, mais aussi au blanchiment d'argent), du terrorisme, combinée avec des opérations de désinformation (pour ne citer que quelques-uns des nou-

veaux risques et dangers) ont pu toucher l'Etat démocratique aux endroits précis où il est le plus vulnérable.

Les actions violentes atteignent désormais des zones autrefois considérées comme sûres. Les conflits dépassent les frontières. Dans ce contexte, on parle de plus en plus d'«*infrastructures nationales critiques*», de nouvelles armes de destruction de masse et de moyens d'y parer, de la vulnérabilité de notre société électronique reliée en réseau (dans ce domaine, les mots-clés sont *Netwar* et *Cyberwar*), mais aussi du rôle suspect, irresponsable et de plus en plus important de certains médias. Le terrorisme international est reconnu comme le défi principal qui se pose à nos Etats. Nouveau, insaisissable, difficile à combattre et inquiétant, il se trouve en tête de liste des tractanda des grands responsables de la sécurité.

Par l'analyse, on a dû rapidement constater que la détection de menaces par des systèmes techniques n'est pas le seul moyen de garantir la sécurité. Ces menaces, on ne peut pas les mettre en échec ou les combattre avec des moyens unique-

ment militaires. En automne 2001, les Américains en sont arrivés rapidement à la conclusion que l'on ne peut et que l'on ne doit combattre le terrorisme international, de façon active, permanente et durable, que par une combinaison optimale des services de renseignements, de la politique, de la diplomatie, des moyens économiques et financiers, de la police, de la justice, des forces de combat et, naturellement, d'opérations dans le domaine de l'information. Les Européens, *nolens volens*, devront tenir compte de cette constatation.

A côté de la dimension internationale de la menace moderne, la sécurité intérieure, nationale, doit aussi être prise plus sérieusement en considération. Les situations, intérieures et extérieures, d'un pays dépendent désormais étroitement l'une de l'autre: elles ne peuvent plus être considérées séparément. A côté de ces défis globaux, il y a d'autres dangers qui planent sur la Suisse et ses voisins: l'extrémisme de gauche et de droite, la violence croissante de la jeunesse, le vandalisme, le hooliganisme, la violence urbaine. Ces menaces émanent d'acteurs non étatiques, entre

¹Ingénieur diplômé EPFZ, ancien directeur du Service de renseignement à l'Etat-major général.

autres de groupes de couleurs ou d'émigrés de la seconde génération, mais également de bandes organisées venues des pays de l'Est et des Balkans, de l'Afrique noire, de l'Amérique centrale et du Proche-Orient. La problématique des étrangers criminels, séjournant illégalement dans le pays, qui ont intentionnellement détruit leurs pièces d'identité, préoccupe de plus en plus dans les pays industrialisés de l'Europe de l'Ouest, en particulier la population suisse.

Tous ces phénomènes qui touchent à la politique de la sécurité «provoquent» l'Etat démocratique. Ils appellent à une appréciation très sérieuse de la situation par les politiciens responsables à différents niveaux ainsi qu'à la mise en application de solutions claires, courageuses et bien visibles pour le citoyen. Cela n'est possible que par une appréciation globale de la situation qui ne peut être faite que par un travail professionnel de renseignement.

Quelques pays européens comme la République fédérale allemande, la Grande-Bretagne et la France, en particulier avec son nouveau gouvernement Raffarin, ont reconnu clairement la vraie dimension de la menace actuelle. On y a pris des mesures conséquentes en vue d'une sécurité globale plus élevée. Dans ces pays, on est aussi conscient que les précieuses libertés bourgeoises doivent être un peu limitées au bénéfice de la sécurité.

Scénarios complexes

La menace du XXI^e siècle nous confronte à des scénarios

très complexes. Ils comprennent d'abord de la criminalité organisée, de la corruption, du terrorisme (en particulier avec des armes de destruction massive, chimique, biologiques mais aussi nucléaires), des opérations de désinformation («guerre de réseaux», campagnes médiatiques agressives et perfides). De tels scénarios peuvent surprendre n'importe quel Etat et le toucher à tout moment. A l'avenir, nous devons garder toujours présente à nos esprits cette constatation désagréable. Elle représente un véritable changement de paradigme dans la perception de la menace.

Le terrorisme, cette menace particulièrement perfide dans laquelle l'homme, en tant que planificateur et exécutant, joue un rôle-clé, ne peut être combattue de manière efficace que si les intentions de l'instigateur sont connues avant l'attentat, mais surtout les moyens, le moment et l'endroit. Pour disposer de telles informations, chaque service de renseignements est amené à privilégier une recherche basée sur le travail d'individus (*human intelligence*, en abrégé *HUMINT*). Dans les années 1990, celle-ci avait été délaissée au profit de la recherche technique (satellites et reconnaissance électronique). Aujourd'hui, elle est à nouveau davantage utilisée; elle doit être conduite avec beaucoup de moyens. Les Américains ne paient-ils pas cher leur déficit en *HUMINT* dans la recherche d'Osama bin Laden et de Mohammed Mullah Omar?

Le service de renseignements devient donc la «première li-

gne de défense» et doit être reconnu comme tel. Un gouvernement ne peut agir à temps et de façon active qu'avec des informations claires et vérifiées, qui lui donnent des indications indispensables. Grâce à une stratégie nationale spécifique, il diminue le risque de l'imprévu. Contrairement à la menace symétrique de la guerre froide, on ne pourra jamais, dans le futur, prévoir parfaitement une menace asymétrique. On doit apprendre à «vivre avec».

Dans l'économie?

Ce qui est bon pour un Etat, devrait également être bénéfique pour l'économie. Tous les responsables de la conduite, ceux des grandes entreprises globalisées et ceux des PME, en tenant compte des grands changements de paradigmes dans l'économie mondiale, doivent s'appuyer, davantage et d'une manière cohérente, sur la vieille technique de l'appréciation de la situation. De nouvelles questions doivent pourtant être posées: «Savons-nous vraiment ce que nous savons? Savons-nous ce que nous ne savons pas?» On devrait s'interroger de façon particulièrement critique dans les séminaires de conduite: «Dans notre domaine, sommes-nous capables de penser l'impensable? Connaissons-nous les intentions, la planification et la situation intérieure de la concurrence, de nos partenaires éventuels?»

Ces derniers temps, les résultats bouleversants dans des banques, dans des instituts financiers, dans des compagnies aé-

riennes nationales, dans l'industrie des machines laissent songeur. Apparemment, le principe, «Le service de renseignements est le premier moyen d'obtenir le succès», avait perdu tout son sens. Il aurait aussi été bon de garder les pieds sur terre... Quoi qu'il en soit, on devrait redonner toute son importance à la «business intelligence». L'appréciation de la situation, qui a fait ses preuves dans le domaine militaire, devrait également être utilisée davantage dans le civil. L'appréciation de ses moyens, de ses possibilités et de celles de l'«adversaire», la prise en compte de scénarios et, surtout, des décisions réservées, voilà des «outils» qui ont été laissés de côté de manière impardonnable par beaucoup de patrons, de *managers*, de consultants et de restructurateurs. Ils auraient pourtant dû savoir que celui qui possède le plus d'informations sûres arrive le premier au but avec succès!

Dans notre Suisse politique?

Dans les années 1990, l'affaire des fiches au Département militaire fédéral et à celui de justice et police, certains événements au Département de la défense, en 1999 et en 2000, n'ont pas facilité le travail du Service de renseignements, dont les moyens et les compétences n'étaient pas adaptés à une situation changeante, tout au contraire! Les responsables politiques et les organes supérieurs de conduite ont longtemps fermé les yeux devant les nouveaux éléments de la politique de sécurité. La justice

et la police ont également été traitées avec négligence. Conséquence de tout cela au niveau national, il manque aujourd'hui entre 1000 et 1200 collaborateurs dans les différentes polices.

A côté de la police, des gardes-frontière, des pompiers et des services de secours, les Etats démocratiques doivent disposer, également à l'avenir, de forces armées modernes, bien équipées et formées comme il se doit. Cela est évidemment aussi valable pour la Suisse! Un des premiers devoirs des formations militaires sera l'engagement au service de la promotion et du maintien de la paix. La capacité de contraindre à la paix, c'est-à-dire le véritable combat interarmes du XXI^e siècle, doit continuer à être maîtrisée comme par le passé. Les *Combined Joint Task Forces (CJTF)* auront pour mission, sous mandat international (de l'ONU, de l'OCDE, éventuellement de l'Union européenne), de reconnaître à temps, de calmer et de contrôler les foyers locaux de crises et de conflits. C'est uniquement de cette manière que de grands conflits, similaires à ceux des Balkans, pourront être évités. Des services de renseignements militaires modernes, disposant des personnels et des moyens techniques nécessaires à la conduite en réseau d'un conflit, sont indispensables pour de telles interventions.

En 1999 et en 2000, après les décisions politiques prises au Département de la défense au sujet du Service de renseignements, l'armée doit mettre sur pied un Service de renseigne-

ments militaires. Dans le meilleur des cas, celui-ci ne pourra être pleinement opérationnel qu'en 2006...

En automne 2003: le «jour des paiements»

En Suisse aussi devrait prévaloir le principe, «Le Service de renseignements, première ligne de défense»! En France, c'est à nouveau le cas, grâce à la décision, courageuse et claire, du ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, à la suite des événements de 2001. Les attentats du 11 septembre ont amené en Suisse une certaine sensibilité. Quelques autorités, mais aussi des partis se sont exprimés et ont formulé des intentions, en partie sous l'effet du choc. C'est maintenant aux citoyens – hommes et femmes – d'examiner si ces intentions de responsables fédéraux, cantonaux et communaux ne sont pas restées des vœux pieux et si elles ne doivent pas être réalisées.

En automne 2003 auront lieu les élections fédérales. Ce devrait être le «jour des paiements» pour les représentants du peuple, quelle que soit leur couleur politique. Les citoyens ne devraient envoyer à Berne que des personnes qui prennent vraiment au sérieux la sécurité intérieure et extérieure, qui veulent redonner aux organes étatiques de protection une dignité et un respect, qu'ils méritent et dont ils ont besoin. Les lois doivent à nouveau être exécutées sans restrictions. Des moyens et des compétences doivent être attribués aux organes policiers et judiciaires, afin qu'ils soient en mesure

d'assurer de manière conséquente la sécurité de tous les habitants dans notre pays.

Notre stratégie nationale, dite de la «sécurité par la coopération», implique que, dans le domaine de la sécurité intérieure et extérieure, des défis stratégiques qui se posent au niveau du continent sont empoignés de manière convaincante,

en collaboration avec toutes les parties concernées, en particulier avec les pays voisins. Ce n'est qu'après des actes politiques clairs que les Suisses se sentiront de nouveau plus en sécurité, auront plus confiance dans les responsables fédéraux, cantonaux et communaux et qu'ils pourront regarder le futur de manière plus sereine.

Des services de renseignements, efficaces et crédibles, doivent être en mesure d'apporter au niveau national leur contribution, précieuse et indispensable. Le principe, «Intelligence, first line of defense» doit aussi devenir une réalité en Suisse²!

P. R. (août 2002)

²Traduction de Céline et Christophe Wermeille.

La puissance militaire américaine

Pour l'année 2002, le budget de la défense des Etats-Unis sera (hors annexes au titre d'autres ministères, mais contribuant à l'ensemble défense) d'environ 540 milliards de francs suisses, en augmentation de 7% sur 2001, soit 3% de son PIB, soit 51 milliards pour le renseignement. En 2000, le budget militaire de la Russie oscillait entre 67,5 et 108 milliards de francs suisses; celui de la Chine était de 61,5 milliards.

La supériorité militaire des Etats-Unis est écrasante, surtout dans le domaine aérien. Sa technologie, sa logistique sont inégalées. L'armée dispose, sur le territoire national, de 64 000 kilomètres carrés (la Belgique fait 30 500 km²). Les Etats-Unis comptent 1,4 million de militaires en service actif, 1,3 million d'hommes (Garde nationale et réserves), 672 000 civils. Les forces armées américaines possèdent 250 000 véhicules, 15 000 aéronefs, 1 000 vaisseaux de haute mer et 150 satellites. En décembre 2000, elles déployaient 263 000 hommes à l'étranger: 50 000 à bord de navires, le reste dans 138 pays, en majorité dans d'importantes bases en Allemagne, au Japon et en Corée du Sud.

La guerre terroriste actuelle coûte aux Etats-Unis 2,1 milliards de francs suisses par mois (en sus du budget ordinaire de temps de paix). A ce jour, le Congrès a approuvé pour cette guerre un budget de 67 milliards, dont la moitié pour les opérations militaires proprement dites, le reste pour réparer les dégâts causés à New York et Washington, secourir les victimes, etc. Rappelons que la guerre du Golfe coûta 102 milliards de francs.

Colossale, la puissance militaire américaine est de conception classique (c'est-à-dire configurée durant la guerre froide) et repose surtout sur une technologie hors pair. De façon claire, mais peu étonnante, elle est en revanche mal à l'aise face à un ennemi sans adresse.

L'Etat-voyou, passe encore (Kadhafi, Noriega, Saddam Hussein, Milosevic avaient une «adresse») mais les voyous sans Etat? Les stratèges de Washington sont conscients de cette faiblesse... (Alain Bauer; Xavier Raufer: *La guerre ne fait que commencer*. Paris, Lattès, 2002, pp. 104-105).